



SYNDICAT MIXTE A LA CARTE DU HAUT VAL DE SEVRE ET SUD GATINE

**MAITRISE D'ŒUVRE  
POUR AMELIORATION THERMIQUE  
Du Gymnase de *La Crèche* 79 - Deux-Sèvres**

**Date limite de réception des offres  
Le 10 Mars 2015 à 10h30**

2- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

# **Sommaire:**

ARTICLE 1	PARTIES CONTRACTANTES .....	3
ARTICLE 2	OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 3	ALLOTISSEMENT .....	6
ARTICLE 4	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	6
ARTICLE 5	DUREE DU MARCHE.....	7
ARTICLE 6	MAITRISE D'OUVRAGE.....	7
ARTICLE 7	COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	8
ARTICLE 8	REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE.....	10
ARTICLE 9	DELAIS – PENALITES DE RETARD .....	13
ARTICLE 10	ACCEPTATION DES DOCUMENTS D'ETUDE ET ACHEVEMENT DE LA MISSION	14
ARTICLE 11	REGLEMENT DES HONORAIRES.....	14
ARTICLE 12	PRIX ET MODALITES DE REVISION DU MARCHE .....	17
ARTICLE 13	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS / RESILIATION .....	17
ARTICLE 14	ASSURANCES .....	19
ARTICLE 15	EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE .....	19
ARTICLE 16	CONTESTATIONS / LITIGES .....	20
ARTICLE 17	DEROGATIONS AU CCAG .....	20

## **ARTICLE 1 PARTIES CONTRACTANTES**

Les parties contractantes sont :

- Le Syndicat Mixte Haut Val de sèvre et Sud Gâtine, ZI du Verdeil 79800 Sainte Eanne ; Le Président M. BILLEROT Régis.
- L'entreprise attributaire du marché, ci-après désignée le Titulaire.

## **ARTICLE 2 OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES**

La présente opération concerne les prestations de maîtrise d'œuvre définies au présent CCAP pour Le présent marché de maîtrise d'œuvre concernant « L'amélioration thermique du Gymnase de la crèche », Rue de Barrilleau 79260 LA CRECHE.

Il est fait en application de l'article 28 du CMP (Procédure adaptée).

### **2 - 1 - MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE**

#### **Les études d'avant-projet sommaire (APS) :**

- Vérifier la compatibilité de la solution avec les différentes réglementations y compris celles relatives à l'environnement et à l'hygiène et à la sécurité.
- Préciser le calendrier de réalisation.
- Établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées.
- Proposer et définir les études géologiques, géotechniques, environnementales ou urbaines complémentaires qui seraient nécessaires à l'élaboration du projet.

#### **Les études d'avant-projet définitif (APD) :**

- Vérifier le respect des différentes réglementations,
- Déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme.
- Arrêter en plans, coupe (profils en long et en travers), les dimensions des ouvrages ainsi que leur aspect.
- Définir les principes constructifs et les matériaux des infrastructures.
- Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, (décomposés en lots séparés).
- Permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et le forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre ;
- Concevoir l'ensemble des aménagements paysagers.

#### **Dossier de permis de construire et autres autorisations administratives (DPC) :**

- Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif. Il effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention du permis de construire, constitue et prépare le dossier, assiste le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations et pendant toute la durée de l'instruction.
- Le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration. Dès réception du permis de construire, il lui en transmet copie et procède à l'affichage réglementaire sur le terrain. Il veille à son affichage en mairie.
- Lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives (telles que par exemple demande de permis de démolir, autorisations spécifiques pour lignes aériennes, enseignes, etc.), le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

#### **Les études de projet (PRO) :**

- Préciser la solution d'ensemble et les choix techniques, architecturaux et paysagers.

- Coordination des intervenants de la maîtrise d'œuvre
- Fixer les caractéristiques et dimensions des différents ouvrages de la solution d'ensemble, ainsi que leur implantation topographique.
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides ainsi que des réseaux souterrains existants.
- Préciser les dispositions générales et les spécifications techniques des équipements répondant aux besoins d'exploitation.
- Établir un coût prévisionnel des travaux décomposés en éléments techniquement homogènes.
- Permettre au maître d'ouvrage de fixer l'échéancier d'exécution et d'arrêter, s'il y a lieu, le partage en lots.
- Permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les coûts d'exploitation et de maintenance à partir des équipements et aménagements proposés,
- Élaborer les documents techniques descriptifs détaillés par lot (écrits et graphiques) CCTP, plans et carnets de détails techniques permettant la consultation des entreprises
- Élaborer le plan de principe d'installation de chantier et la note méthodologique générale d'exécution des travaux en liaison avec le coordonnateur SPS.
- Déterminer le planning à barre prévisionnel par lot
- Éventuellement, adaptation du projet.

### **Assistance pour la passation du ou des marché(s) de travaux (ACT) :**

La phase DCE incluse dans l'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) est décomposée de la manière suivante :

- Établissement du DCE (préparation de la consultation des entreprises sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant au PRO).
- L'intégration des cahiers des clauses techniques particulières propres à chaque lot, ainsi que le cahier des clauses techniques particulières général.
- Les cadres de décomposition du prix global et forfaitaire mentionnant les quantités à mettre en œuvre et réalisés lors de la mission EXE, propres à chaque lot.
- La fourniture des informations (délais d'exécution par lot ; formules de révision ou d'actualisation spécifiques ; qualifications souhaitées; proposition de critères de jugement des offres et de pondération ; ...) nécessaires à l'établissement et à la rédaction par le SMC des Actes d'Engagement et du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ainsi que la relecture et le contrôle de ces pièces contractuelles.

Les documents composant le DCE devront être remis sur support papier en 3 exemplaires et sur support informatique dans des formats .pdf et .dwg pour les plans, .doc et .xls pour toutes les pièces écrites et en cas d'illustrations photos ou dessins sous format .jpeg ou .jpg, et vidéos sous format .mpeg ou .avi (avec utilisation de codecs standards).

### **La vérification de conformité et visa d'exécution au projet (VISA) :**

- Vérifier la conformité au projet, des études d'exécution effectuées par la ou les entreprises.
- Communiquer au maître d'ouvrage, les documents des études d'exécution effectuées par la ou les entreprises, comportant le visa du maître d'œuvre.
- Arbitrages architecturaux et techniques relatifs aux études de synthèse
- Communication du visa aux entreprises et au maître d'ouvrage dans un **délai maximum de 10 jours calendaires** après communication de chacun des documents des études d'exécution établis par les entreprises.

### **MISSIONS REALISEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE :**

#### **Analyse des candidatures et des offres - mise au point des marchés (MVT):**

- *L'analyse sur dossier des candidatures sera réalisée par le SMC dans ses locaux.*
- L'analyse sur dossier des offres et des variantes éventuelles sera effectuée par le SMC exclusivement dans les locaux du SMC, qui se réserve le droit d'y associer le MOE.
-

- Préparation des mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage (documents graphiques, CCTP, DQ et planning général).
- La rédaction des rapports d'analyse des offres sera effectuée par le SMC dans ses locaux.
- 
- Établissement par le SMC d'un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel. Le rapport d'analyse qui sera présenté par les services du SMC au représentant du Pouvoir Adjudicateur permettra de connaître et de comprendre les éléments objectifs qui l'auront conduit à proposer son classement des offres à partir des critères de jugement pondérés.
- 
- Les services du SMC assureront la rédaction des mises au point éventuelles des marchés tels qu'ils ont été attribués par le représentant du Pouvoir Adjudicateur.
- 

## **MISSIONS OPTIONNELLES :**

### **La direction de l'exécution du ou des contrat(s) de travaux (DET) :**

- Contrôle général des travaux :
- Organiser et diriger les réunions de chantier.
- Rédiger et diffuser les comptes-rendus.
- Contrôler la conformité de l'exécution des travaux avec les prescriptions des pièces contractuelles en matière de qualité et de coût.
- Vérifier l'avancement des travaux.
- Établir, signer et délivrer les constats, procès verbaux et ordres de service (qui devront être co-signés par le maître d'ouvrage pour toutes les décisions du maître d'œuvre qui pourrait avoir un effet sur le coût des travaux et/ou sur le délai de leur réalisation).
- Réception et décompte des travaux avec obligation sous un délai de 7 jours calendaires maximum de :
- Vérifier les états quantitatifs mensuels établis par l'entrepreneur.
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général.
- Assister le maître d'ouvrage en cas de litiges sur l'exécution ou le règlement des travaux.
- Dans un délai maximum de 15 jours ouvrés, instruire les mémoires de réclamation et devis de travaux modificatifs de la ou des entreprises (bien fondé technique et économique).
- Établir et transmettre au maître d'ouvrage les propositions de paiement à l'entrepreneur (Établir les états d'acompte).
- Vérifier le projet de décompte final fourni par les entreprises.
- Établir le décompte général définitif en fin de chantier.

*Le non respect de ce délai de 7 jours calendaires s'il conduit le maître d'ouvrage à verser des intérêts moratoires entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 9.2 du présent CCAP. Cette pénalité sera complétée le cas échéant par le remboursement des sommes versées par le maître d'ouvrage au titre des intérêts moratoires, à concurrence du nombre de jours de dépassement du délai imputables exclusivement au maître d'œuvre. Le calcul de nombre de jours de dépassement exclura les suspensions de délai à l'initiative du maître d'œuvre dans les conditions du CCAG Travaux.*

*Le taux de ces intérêts est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points. Ces remboursements feront l'objet de titres de recettes.*

La fréquence moyenne de la maîtrise d'œuvre aux visites de chantier sera hebdomadaire. Les phases délicates de l'opération nécessiteront une fréquence plus grande de la maîtrise d'œuvre.

La participation moyenne de l'équipe de maîtrise d'œuvre aux réunions de chantier sera adaptée aux exigences du chantier.

## **Assistance au Maître d'Ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR) :**

- Organiser la réception des travaux (et notamment la ou les visite(s) contradictoire(s) des travaux en vue de leur réception - OPR).
- Rédiger les procès-verbaux et la liste des réserves y compris celles éventuellement formulées par le maître d'ouvrage.
- Organiser, définir, suivre et planifier le déroulement des travaux des reprises liées aux réserves formulées jusqu'à leur levée et durant toute la période de garantie de parfait achèvement.
- Examen des désordres signalés par le maître d'ouvrages pendant la période de garantie.
- Établir le dossier des ouvrages exécutés (DOE) – hors plans de récolement à la charge des entreprises. Le maître d'œuvre s'assurera que les relevés nécessaires sont effectués en temps utile, les vérifiera et assurera la cohérence des plans établis par les entreprises.
- Collecte auprès des entreprises et contrôle des plans d'ensemble et de détails conformes à l'exécution et des notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, ainsi que des pièces contractuelles éventuelles. Organisation et diffusion du dossier au maître d'ouvrage. Les DOE devront être remis lors de la réception des travaux. Le maître d'œuvre disposera alors d'un délai de 4 semaines maximum pour diffuser le DOE au maître d'ouvrage à compter de la date de réception des travaux.

## **2 - 2 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE (CSPS) :**

- Conformément à la réglementation définie par le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de protection de la santé, et à l'article L 235-3 du Code du Travail modifié par ce décret, une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs sera assurée dans le cadre de la présente opération.
- La mission de coordination sera assurée par un coordonnateur qui sera désigné par le maître d'ouvrage dès la phase conception du projet.

## **2 - 3 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC) :**

La mission d'OPC sera assurée par les services techniques du SMC.

### **Résumé de l'opération :**

Localisation	<u>Gymnase de la Crèche</u> : Rue Barrilleau, commune de La Crèche. 79260
Programme	Voir document contractuel intitulé « Programme de travaux »
Enveloppe financière prévisionnelle	150 000€ HT
Echéance prévisionnelle de livraison de l'opération	3ème trimestre 2015
Mode de d'évolution prévisionnel des marchés de travaux	Marchés allotis

## **ARTICLE 3 ALLOTISSEMENT**

NEANT

## **ARTICLE 4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

### **4 -1- PIECES PARTICULIERES**

1. L'Acte d'Engagement (A.E) et son annexe relative à la décomposition du forfait de rémunération ainsi qu'à la répartition entre co-traitants signé par le candidat et par le Pouvoir adjudicateur ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), fixant les conditions administratives propres au marché ;
3. Le règlement de consultation,
4. Le Programme des travaux l'opération et ses annexes ; « lu et approuvés et signés ».

**Ordre de préséance** : les pièces contractuelles désignées ci-dessus et qui constituent le marché sont complémentaires et forment un tout. Cependant, en cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Les documents écrits constituant le dossier de marché ont pour objet de renseigner les entreprises sur la nature des prestations à fournir. Les entreprises sont tenues de signaler les erreurs ou aberrations éventuelles du dossier de consultation lors de la remise des offres.

#### **4 - 2 - PIECES GENERALES**

1. le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté NOR: ECEM0912503A du 16 septembre 2009.

*Le titulaire déclare parfaitement connaître les pièces générales bien qu'elles ne soient pas matériellement jointes au dossier.*

#### **ARTICLE 5 DUREE DU MARCHÉ**

La mission de maîtrise d'œuvre débutera dès la notification du marché au titulaire.

La notification vaudra ordre de service de commencement des prestations objet du marché ainsi le délai indiqué sur l'acte d'engagement commencera à courir dès réception de la notification.

La mission de maîtrise d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

La Collectivité se réserve le droit de passer, un ou des marchés complémentaires de prestations dans les conditions et limites prévues à l'article 35 du code des marchés publics. Ce(s) marché(s) exécuté(s) par le titulaire, consistera(ont) à des aménagements complémentaires à l'intérieur du périmètre du site concerné par la réalisation.

Les délais d'exécution des différentes missions sont indiqués à l'article 9.1 du présent C.C.A.P.

#### **ARTICLE 6 MAITRISE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage est le Syndicat Mixte du Haut Val de Sèvre et Sud-Gâtine. La conduite de l'opération (article 6 de la loi n°85-704 du 12/07 /85) sera exclusivement assurée par le SMC.

Le maître d'ouvrage assume son rôle conformément aux dispositions de la loi n 85-704 du 12 Juillet 1985 à laquelle se réfère également le présent marché.

Le contenu du rôle du maître d'ouvrage est le suivant :

- définition du programme de l'opération et de l'enveloppe financière prévisionnelle,
- fixation des objectifs de développement durable
- établissement du délai prévisionnel de réalisation de l'opération
- désignation des assistants au maître d'ouvrage

- choix du maître d'œuvre
- approbation des avant-projets et accord sur le projet,
- choix des modes de dévolution prévisionnel des marchés de travaux
- désignation des entrepreneurs et signature des marchés de travaux,
- versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre, des missions complémentaires assurées par les différents prestataires et au titre de l'assistance du maître d'ouvrage et paiement des travaux aux entreprises
- réception des ouvrages.

## **ARTICLE 7 COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

### **7 - 1 - DEFINITION DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

Le présent marché est conclu sur la base d'un coût prévisionnel provisoire des travaux de **150 000 € HT**, conforme à l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le Maître d'ouvrage à partir du programme annexé au présent CCAP.

Le coût prévisionnel définitif des travaux et fournitures sera arrêté par le maître de l'ouvrage sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre à l'issue des études d'avant-projet définitif et après examen contradictoire des documents d'étude.

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant.

Dès qu'il est arrêté, ce coût prévisionnel définitif se substitue au coût prévisionnel provisoire.

De plus, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage.
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre (*notamment ceux issus ou nécessitant des investigations complémentaires*) ;
- au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études ;
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux ;
- du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

### **7 - 2 - MODIFICATION DU PROGRAMME**

#### **Modifications à l'initiative du maître d'ouvrage, ou non imputable à la maîtrise d'œuvre :**

En cas de modification du programme ou de prestation décidée par le maître de l'ouvrage postérieurement aux études d'avant-projet définitif et sans que cela résulte d'erreurs, d'imprécisions ou d'omissions du maître d'œuvre, le marché fera l'objet d'un avenant qui arrêtera le programme modifié, le calendrier, le coût prévisionnel des travaux et adaptera en conséquence la rémunération du maître d'œuvre ainsi que les modalités de ses engagements.

Cette disposition s'appliquera notamment dans les cas suivants :

- évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle travaux.
- modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations du maître d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage.
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Ces travaux supplémentaires seront rémunérés au maître d'œuvre aux taux du marché principal.



En cas de substitution d'une entreprise par une autre pour quelque raison que ce soit (mise en régie, cessation d'activité, résiliation de marché,...), le maître d'œuvre devra, fournir tous les éléments (plans, devis descriptifs,...) et exercer les contrôles et établir éventuellement les documents contractuels nécessaires à une nouvelle consultation d'entreprise ou à un avenant au marché de travaux. L'éventuelle rémunération complémentaire sera définie entre les parties selon la nature et l'importance des prestations supplémentaires à réaliser par le maître d'œuvre.

Les études de maîtrise d'œuvre, liées à des travaux supplémentaires qui s'imposent au maître de l'ouvrage notamment par suite d'événements qui lui sont extérieurs (changement de réglementation par exemple), n'ouvriront droit à aucune rémunération supplémentaire du maître d'œuvre sauf à ce que l'importance ou la nature des prestations du maître d'œuvre le justifie.

**Modifications imputables à la maîtrise d'œuvre :**

Lorsque le maître de l'ouvrage demandera au maître d'œuvre certaines modifications du projet destinées à pallier une omission, une imprécision ou une erreur du maître d'œuvre, celui-ci devra fournir les études, plans, dossiers et prestations correspondants sans augmentation de son forfait de rémunération. Cette disposition s'appliquera également pour toutes les études et prestations du maître d'œuvre qui auraient pour cause l'impossibilité pour le maître d'œuvre de respecter l'enveloppe financière prévisionnelle sans modification du programme.

Les travaux supplémentaires, dus à une erreur, omission, imprécision du maître d'œuvre ou proposés par lui, ne sont pas susceptibles de modifier le coût prévisionnel des travaux servant de base au calcul du forfait de rémunération.

En cas de substitution d'une entreprise par une autre pour quelque raison que ce soit (mise en régie, cessation d'activité, résiliation de marché,...) entraînant une augmentation du coût des travaux, le maître d'œuvre devra, sans supplément de rémunération, fournir tous les éléments (plans, devis descriptifs,...) et documents contractuels nécessaires à une nouvelle consultation d'entreprise ou à un avenant au marché de travaux.

## ARTICLE 8 REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE

### **8 – 1 NATURE DE LA REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE**

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le présent contrat.

Le caractère forfaitaire du marché n'interdit pas de convenir que certaines prestations ou fournitures particulières pourront être rémunérées sur la base de prix unitaires qui feraient l'objet d'un avenant au contrat.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération décrite dans le présent contrat.

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article 19-III du Code des marchés publics .

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la négociation du marché :

- contenu de la mission fixée par le présent contrat et les assurances à souscrire
- programme et compléments apportés par le candidat
- partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles
- délais des études du maître d'œuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- mode de dévolution des marchés de travaux
- durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- continuité du déroulement de l'opération.

### **8 – 2 REMUNERATION FINALE DU MAITRE D'ŒUVRE**

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir le calcul de la rémunération au pourcentage par application de la formule suivante :

**Montant définitif de la rémunération par élément de mission** = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux par type d'ouvrage x taux de rémunération de la mission concernée.

Ce montant sera limité conformément aux dispositions définies à l'article 7.1 du présent C.C.A.P.

L'incidence éventuelle de l'évolution des éléments qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération sur les prestations de maîtrise d'œuvre, sera prise en compte dans la négociation du forfait définitif de rémunération.

La fixation de la rémunération définitive ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 7.1, relatif aux avenants négociés avec le maître d'ouvrage.

### **8 – 3 ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION**

#### **a) Avant la passation des marchés de travaux**

#### **↳ Enveloppe financière fixée par le Maître d'ouvrage**

L'enveloppe prévisionnelle est de 150 000 € HT.

### ↳ **Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux**

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

### ↳ **Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement**

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux conformément à l'article 7.1 du présent C.C.A.P.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût de travaux à l'issue de la procédure de mise en concurrence des entreprises qui ne saurait être supérieur au coût prévisionnel des travaux fixé à l'issue de l'APD (article 8.2 du présent C.C.A.P.) auquel est assorti un taux de tolérance de 6 %.

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre en avise le maître d'ouvrage qui peut exiger alors que le maître d'œuvre reprenne à ses frais les études et prestations dont il à la charge.

Le maître d'œuvre ne saurait exiger du maître d'ouvrage qu'il modifie à ce stade le programme tel qu'il est défini au présent marché. Le maître de l'ouvrage pourra appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 9.2 du présent C.C.A.P.

### ↳ **Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par le ou les coefficients de réajustement qui seront fixés dans les marchés de travaux pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ces coefficients sont arrondis au millième supérieur.

### ↳ **Respect de l'engagement du Maître d'œuvre**

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence.

### ↳ **Conséquences du non respect de l'engagement**

Lorsque le coût de référence d'un ou plusieurs lots dépasse l'estimation du maître d'œuvre actualisée à la date du lancement de la consultation et le cas échéant majoré de la tolérance de 6 %, le maître d'œuvre établira obligatoirement pour le maître d'ouvrage un rapport qui justifiera et démontrera ce dépassement soit sur une erreur du maître d'œuvre, soit sur une ou plusieurs offres inacceptables de la part des entreprises (application du Code des marchés publics), soit sur des conditions économiques imprévisibles.

Dès lors que l'engagement du maître d'œuvre n'a pas été respecté comme indiqué ci-dessus, le maître d'ouvrage pourra :

➤ lorsque le coût de référence d'un ou plusieurs lots dépasse l'estimation du maître d'œuvre actualisée à la date du lancement de la consultation et le cas échéant majoré de la tolérance de 6 % :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises,
- soit relancer un marché négocié conformément aux dispositions du code des marchés publics et dans ce cas, le maître d'œuvre devra adapter l'ensemble des pièces du DCE,
- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études dans la perspective de réduire le coût de référence.

Dans ces cas, dès lors que le dépassement sera imputable au seul maître d'œuvre, la reprise des études ou l'adaptation des pièces du DCE sont effectuées sans rémunération supplémentaire.

➤ lorsque le coût de référence total de l'ensemble des lots dépasse l'estimation du maître d'œuvre actualisée à la date du lancement de la consultation et le cas échéant majoré de la tolérance de 6 % :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises,
- soit relancer l'intégralité des lots de la consultation sous forme d'un marché négocié conformément aux dispositions du code des marchés publics et dans ce cas, le maître d'œuvre devra adapter l'ensemble des pièces du DCE,
- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle ou totale des études dans la perspective de réduire le coût de référence,
- soit renoncer à la réalisation du projet, et par voie de conséquence résilier le marché de maîtrise d'œuvre aux torts exclusifs du maître d'œuvre.

Dans ces cas, conformément à l'article 30.I alinéa 2 du décret du 29 novembre 1993, dès lors que le dépassement sera imputable au seul maître d'œuvre, la reprise des études ou l'adaptation des pièces du DCE sont effectuées sans rémunération supplémentaire.

Le maître d'œuvre est informé qu'en cas de dépassement du coût de référence qui proviendrait d'une erreur du maître d'œuvre, et qui entraînerait une prolongation des délais, le maître d'ouvrage pourra exiger du maître d'œuvre de prendre à sa charge directement ou par le biais de son contrat d'assurance l'indemnisation éventuelle du SMC pour les dommages occasionnés qu'ils auront subit directement ou indirectement et dont ils pourront justifier. Il lui sera fait également application des dispositions du présent marché concernant les pénalités.

Dans le cas où le dépassement du coût de référence proviendrait d'une erreur du maître d'œuvre, il pourra être fait application des pénalités de retard définies à l'article 9.2 du présent C.C.A.P.

#### b) Après la passation des marchés de travaux

##### **🔗 Coût des travaux à exécuter**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

##### **🔗 Tolérance sur le coût constaté après exécution des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un seuil de tolérance de 5 %.

##### **🔗 Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision du prix.

🔗 **Le coût de référence** est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

##### **🔗 Conséquences du non respect de l'engagement**

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance du coût des travaux à exécuter, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

$[(\text{coût de référence} - \text{seuil de tolérance}) \times (\text{taux de rémunération} \times 0,8\%)]$
--

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## **ARTICLE 9 DELAIS – PENALITES DE RETARD**

### **9 - 1 - DELAIS :**

L'acte d'engagement fixe les délais d'établissement des documents d'étude ainsi que le point de départ de ces délais.

#### **a) En phase Etudes**

Par dérogation à l'article 26.4.2. du CCAG-PI, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les études lui seront présentées.

Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études.

#### **🔗 Format et supports choisis pour la remise des documents**

Exemplaires papier + fichiers informatiques sur CD et/ou DVD

Formats open.document ou microsoft office pour les pièces écrites, DWG et PDF pour les plans, Mapinfo pour les cartographies.

#### **b) En phase Travaux( si mission optionnelles retenues) :**

#### **🔗 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le maître d'œuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

#### **Délai de vérification**

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à leur transmission au maître d'ouvrage est fixé à 7 jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Le non respect de ce délai de 7 jours calendaires entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP, complétées le cas échéant du remboursement des intérêts moratoires dus par le maître d'ouvrage aux entreprises.

#### **🔗 Visa des études faites par les entrepreneurs**

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours calendaires après leur réception.

Le visa du maître d'œuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique.

#### **🔗 Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.31 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.41 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

#### Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 15 jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

### **9 – 2 PENALITES DE RETARD**

#### a) Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'acte d'engagement, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant forfaitaire par jour ouvré de retard est de 500 € HT.

#### b) Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final

Si le délai fixé à l'article 9.1.b n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100 € HT pour l'acompte considéré.

Les pénalités de retard seront complétées le cas échéant du remboursement des intérêts moratoires dus par le maître d'ouvrage aux entreprises.

#### c) Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final et la fourniture du mémoire contradictoire, est de 15 jours ouvrés à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités forfaitaires dont le montant par jour ouvré de retard est de 100 € HT.

### **ARTICLE 10 ACCEPTATION DES DOCUMENTS D'ETUDE ET ACHEVEMENT DE LA MISSION**

Pour les éléments de mission, le délai maximal dans lequel le maître d'ouvrage devra procéder à l'acceptation des documents d'étude est fixé à 2 semaines.

Ce délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage des documents d'études correspondants.

Les corrections que le maître d'œuvre devra apporter à ses dossiers pour tenir compte des observations du maître d'ouvrage, du coordonnateur sécurité et protection de la santé, sont incluses dans la mission de maîtrise d'œuvre si elles se limitent à des aménagements ne remettant en cause, ni le contenu du programme, ni celui du projet et cela quel que soit le stade des études auquel elles seront demandées par le maître d'ouvrage.

En l'absence d'observation (s) écrite (s) du maître de l'ouvrage, à l'expiration des délais fixés ci-dessus, les prestations seront réceptionnées de fait, ainsi, le maître d'œuvre pourra demander le versement de l'acompte correspondant prévu à l'article 12 du présent CCAP.

L'achèvement de la mission du maître d'œuvre fera l'objet, sur la demande de ce dernier et à l'issue de la période de " garantie de parfait achèvement ", d'un procès-verbal établi par le maître de l'ouvrage constatant que toutes les obligations découlant du marché ont été remplies.

Ce procès-verbal, quels que soient son contenu et les formes dans lesquelles il est rédigé, n'emporte pas renonciation du maître d'ouvrage aux actions que ce dernier pourrait engager.

### **ARTICLE 11 REGLEMENT DES HONORAIRES**

## **11 – 1 AVANCE**

Une avance est accordée au titulaire d'un marché supérieur à 50 000 € H.T dans les conditions prévues à l'article 87 du code des marchés publics, sauf si le candidat a refusé cette avance en cochant la case correspondante dans l'acte d'engagement.

Remarque : le SMC conditionne le versement de l'avance à la constitution d'une garantie à première demande.

L'avance est versée au titulaire avant le début d'exécution du marché.

Le montant de l'avance est fixé conformément à l'article 87 du Code des marchés publics.

**L'avance ne peut être affectée de la clause de révision des prix.**

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché ou de la tranche, atteint ou dépasse 65 % du montant du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant initial toutes taxes comprises.

## **11 – 2 – ACOMPTES**

### **a) Montant de l'acompte**

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique des prestations exécutées dans les conditions ci-après.

#### **➤ Etat périodique**

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission. Il sert de base à l'établissement, par le maître d'œuvre, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

#### **➤ Projet de décompte périodique**

Pour l'application de l'article 11 du CCAG-PI, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage son projet de décompte périodique par lettre recommandée avec avis de réception ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

#### **➤ Décompte périodique**

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues, du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA.

Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'études et calculées conformément à l'article 9.2 du présent CCAP.

#### **➤ Acompte périodique**

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) le montant du décompte périodique, déduction faite du montant du décompte précédent,
- 2) l'incidence de la TVA,
- 3) l'incidence de la variation des prix,
- 4) le montant total de l'acompte à verser qui est égal à la somme des montants des 1°, 2° et 3° ci-dessus, éventuellement augmentée des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte. S'il modifie le projet de décompte périodique du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

### **b) Modalités de règlement de l'acompte**

#### **➤ La demande d'acompte**

Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement, par lettre recommandée avec accusé de réception ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

#### ➤ **Echéancier de paiement des acomptes**

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, conformément à l'article 91 du code des marchés publics, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Les prestations réalisées seront rémunérées à hauteur de 80 % de la valeur de l'élément de mission, sous forme d'acomptes mensuels égaux pendant le délai courant de la notification à la remise des prestations.

Pour le solde de 20% dans les conditions et délais prévus à l'article 10 du présent CCAP.

Toutefois, pour les missions relatives à la phase ACT, la rémunération sera décomposée selon les modalités suivantes :

- après réception et validation du dossier de consultation des entreprises : 60% de la mission ACT.
- après attribution des marchés de travaux, ou à l'issue d'éventuelles mises au point de ces marchés : 40% de la mission ACT.

Au titre de l'élément de mission directe de direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) :

- A hauteur de 85% de la valeur de l'élément de mission, sous forme d'acomptes mensuels égaux pendant toute la durée du chantier.
- à la date d'acceptation par le maître d'ouvrage du projet de décompte final des entreprises, solde de 15%.

Après signature du procès verbal des opérations de réception (AOR), acompte égal à 50% de la valeur de cet élément de mission.

Après la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) prévu dans l'élément de mission assistance lors des opérations de réception (AOR) acompte égal à 30% de la valeur de cet élément de mission.

Le solde des sommes dues au maître d'œuvre sera versé dès la délivrance du procès-verbal constatant que toutes les obligations découlant des marchés de travaux et de fournitures ont été remplies.

Ce procès verbal ne pourra être délivré qu'après la levée de toutes les réserves mentionnées lors de la réception des travaux et après la réparation de tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage pendant l'année de garantie de parfait achèvement. Il sera délivré au plus tôt à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement et après la liquidation des décomptes généraux.

Les acomptes visés au présent article, seront calculés à partir du forfait de rémunération figurant dans l'acte d'engagement.

Si l'application d'une clause du marché entraînait une rectification du forfait, il serait tenu compte de ce forfait rectifié lors du paiement du solde des sommes dues au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé-réception, ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement sur papier à en tête en un original et 2 copies comportant les indications suivantes :

1-la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et maître de l'ouvrage)

2-les références du marché, et éventuellement de chacun des avenants et actes spéciaux

3-l'objet du marché

4-le détail des prestations exécutées

5-la période au cours de laquelle ont été exécutées les prestations qui font l'objet de la demande de paiement

Le maître d'ouvrage dispose ensuite d'un délai de 10 jours pour vérifier ce projet de décompte et faire connaître au maître d'œuvre les modifications qui ont conduit au décompte retenu par lui, et lui notifier le décompte modifié.

Le maître d'œuvre dispose ensuite d'un délai de 10 jours pour présenter ses observations par écrit, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte mensuel du mois établi.

Les factures seront expédiées à l'adresse suivante :

**Syndicat Mixte à la carte Haut val de Sèvres et Sud Gâtine**

ZI du Verdeil, 79800 Ste Eanne

Le paiement de l'acompte doit intervenir au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du décompte par le maître d'ouvrage.



Le projet de décompte général, établi par le maître d'œuvre est la somme des acomptes périodiques. Il est remis au maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours à compter du constat d'achèvement de la mission.

Le projet de décompte général éventuellement rectifié par le maître d'ouvrage et accepté par lui, devient alors le décompte général et définitif.

### **11 - 3 - LE SOLDE**

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 10 du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

#### **➤ Décompte final**

Le décompte final définissant la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, établi par le maître d'ouvrage, comprend :

- 1) le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final établi par le maître d'œuvre
- 2) la pénalité en cas de dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage
- 3) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre conformément à l'article 9.2 du présent CCAP.

#### **➤ Décompte général – Etat du solde**

Le maître d'ouvrage établit le décompte général dans un délai maximum de 30 jours.

Le décompte général comprend :

- 1) le décompte final ci-dessus
- 2) la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage
- 3) le montant en prix de base, hors TVA, du solde. Ce montant est la différence entre le décompte final et le dernier décompte périodique ( $3^{\circ} = 1^{\circ} 2^{\circ}$  )
- 4) l'incidence de la TVA
- 5) l'incidence de la variation des prix appliquée sur le montant du solde ( $3^{\circ}$ )
- 6) l'état du solde à verser au maître d'œuvre (montant du solde + TVA + incidence de la révision)
- 7) la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général
- 8) le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

**➤ Le décompte général devient définitif après acceptation (signature) par le maître d'œuvre.**

### **11 – 4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

Le délai de paiement est fixé conformément à l'article 98 du CMP (décret n°2008-13555 du 19/12/2008). Si ce délai n'est pas respecté, le pouvoir adjudicateur s'engage à verser des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

## **ARTICLE 12 PRIX ET MODALITES DE REVISION DU MARCHE**

Les prix figurant au marché sont réputés tenir compte de la totalité des prestations prévues au CCAP. Ils sont libellés en Euros (€).

**LES PRIX SONT FORFAITAIRES.**

## **ARTICLE 13 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS / RESILIATION**

### **13 – 1 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

En application de l'article 20 du CCAG-PI, le SMC peut décider au terme de chacune des missions, soit de son initiative, soit à la demande du Titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

### **13 – 2 RESILIATION DU MARCHÉ**

Outre les cas et les conditions de résiliation prévus aux chapitres 7 et 8 du CCAG-PI, le présent marché peut être résilié par décision de la personne responsable :

- si le maître d'œuvre commet dans l'exercice de ses fonctions des fautes graves de nature à compromettre le bon déroulement de l'opération. Le marché est alors résilié sans indemnité et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée avec un abattement égal à 10%.
- au cas où le maître de l'ouvrage ne pourrait poursuivre l'opération pour tout motif administratif, organisationnel, technique ou financier dûment justifié et notamment, mais de manière non limitative, en cas d'impossibilité d'obtention des autorisations de construction, de réunir le financement, ..., le règlement des sommes dues au maître d'œuvre correspondra aux missions déjà accomplies, sans abattement et sans versement d'indemnité pour rupture de contrat (celui-ci étant considéré comme ayant bénéficié d'une résiliation partielle ).

Dans l'hypothèse où le maître de l'ouvrage se serait réservé la possibilité de reprendre l'opération, le marché serait alors réputé suspendu et non résilié, et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximum de 3 ans à compter de la notification de la suspension, l'exécution du marché serait alors reprise.

Si à l'expiration du délai de 3 ans, le maître de l'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le contrat se trouvera alors résilié de plein droit.

En cas de suspension puis de reprise de l'opération, toutes sommes forfaitaires dues au maître d'œuvre seront indexées en tenant compte de toute la période de suspension sur la base de l'article 12 du présent C.C.A.P. entre la date de suspension et la date de reprise de la mission.

La présente clause est édictée en faveur du maître de l'ouvrage qui sera libre de s'en prévaloir ou non.

### **11 – 3 CONSEQUENCES DE LA RESILIATION**

Ladite résiliation prendra effet à la date prévue dans la notification de résiliation envoyée par le maître de l'ouvrage et sans qu'il soit besoin d'accomplir aucune formalité judiciaire ni extrajudiciaire.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire poursuivre la mission du maître d'œuvre par une personne compétente de son choix, sans qu'il puisse lui être opposé la propriété artistique ou une autre raison.

Le maître d'œuvre cède expressément au maître de l'ouvrage le droit d'adapter les plans, études, avant-projets, croquis, maquettes, etc. qu'il aurait réalisé au jour de la résiliation, par voie de modifications de toute nature ou d'achèvement.

L'adaptation pourra être mineure ou très importante et pourra porter tant sur des détails que sur le parti pris architectural, urbain ou paysager.

Le montant des honoraires correspondant aux éléments de mission réellement exécutés à la date de résiliation du contrat, sera liquidé conformément aux dispositions du présent article.

Dans le cas où la résiliation interviendrait avant l'achèvement d'une phase, le pourcentage d'avancement de celle-ci sera alors arrêté d'un commun accord entre le maître d'œuvre ou ses ayants droits et le maître de l'ouvrage.

## **ARTICLE 14 ASSURANCES**

Le maître d'œuvre doit être en mesure de justifier, à la signature du marché, qu'il a souscrit un contrat d'assurance de responsabilité le couvrant pour l'opération objet du contrat et contenant les clauses de garantie au moins équivalentes à celles figurant dans les clauses types prévues au Code des Assurances.

Le maître d'œuvre doit justifier, à tout moment au cours de l'exécution du marché, qu'il est en règle avec obligation d'assurance établie par la loi.

## **ARTICLE 15 EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE**

Le forfait de rémunération couvre en particulier tous les frais entraînés par toutes les prestations et frais nécessaires à l'exécution des missions énoncées par le présent CCAP.

Ce forfait est établi sur la base de la production des documents et dossiers résultant de l'exécution de l'ensemble des éléments de mission en 1 exemplaire reproductible et 3 exemplaires papier (3 exemplaires pour le DCE) et un *CD ROM* informatique ou clé USB au format DXF compatible AUTOCAD 2004 selon la charte graphique établie par le maître d'œuvre ou le cas échéant par la ville d'Albi qui sera transmise au lauréat une fois le marché de maîtrise d'œuvre attribué, pour les documents graphiques. Tous les documents « textes » seront fournis sous format « .DOC » ou « .XLS », ou équivalent OpenOffice (.ODT ; .ODS), (exclusion du format.PDF). Cette clause s'applique aussi bien pour la rédaction des pièces du marché que pour la rédaction des documents d'analyse.

Les documents types établis par le maître d'œuvre pour les documents d'analyse, les documents financiers et administratifs en cours d'exécution des marchés de travaux, les compte-rendus de réunion de chantier devront préalablement être validés par le maître d'ouvrage.

En cas de remarques de la part du maître d'ouvrage sur ces documents, le maître d'œuvre devra se conformer aux exigences de la collectivité.

### **15 – 1 MODE DE DEVOLUTION DES MARCHES DE TRAVAUX**

La dévolution des marchés de travaux est prévue à titre provisoire en lots séparés, conformément aux règles des marchés publics.

Le mode de dévolution des travaux sera arrêté définitivement par le maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre, au plus tard à l'issue des études de projet.

L'exécution des ouvrages se fera dans le respect du CCAG Travaux en vigueur lors du lancement de la consultation.

### **15 – 2 DIRECTION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX / ORDRES DE SERVICE**

Le maître d'œuvre est tenu d'assurer lui-même la direction de l'exécution des travaux.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, et adressés par le maître d'œuvre à l'entrepreneur concerné dans les conditions précisées au CCAG applicable aux marchés de travaux.

Dans le cadre de l'élément de mission "direction de l'exécution des travaux" (DET), le maître d'œuvre est chargé d'établir et d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre ne peut établir d'ordres de service relatifs à la modification du programme initial entraînant une modification du projet, à la notification de la date de commencement, d'interruption ou d'ajournement des travaux, à la notification de modification du délai global d'exécution des travaux, ou à la notification de prix nouveaux pour les ouvrages ou travaux non prévus, à la modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages, qu'après avoir fait contresigner les ordres de service par le maître d'ouvrage ou après avoir obtenu une décision écrite préalable du maître d'ouvrage.

Une copie de chaque ordre de service sera obligatoirement remise au maître d'ouvrage.  
Les ordres de services seront consignés chronologiquement dans un registre spécial.  
Le maître d'œuvre est tenu de faire exécuter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

### **15 – 3 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur les chantiers.

En particulier, le maître d'œuvre devra prévoir toutes les dispositions à mettre en œuvre pour le respect des principes généraux de prévention, notamment dans les choix architecturaux et techniques, ainsi que leur incidence dans l'organisation du chantier, la planification des travaux, dans l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

#### **ARTICLE 16 CONTESTATIONS / LITIGES**

Les contestations ayant trait à l'application du présent marché et à toutes les obligations qui en découlent seront, à défaut d'accord amiable, soumises au Tribunal Administratif de Poitiers auquel les parties donnent expressément attribution de compétence.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des délais et voies de recours : Tribunal Administratif de Poitiers (86).

#### **ARTICLE 17 DEROGATIONS AU CCAG**

##### **PAS DEROGATION**

En dehors de cette dérogation, l'ensemble des dispositions du CCAG-PI sont applicables au présent marché. En cas de différences, les dispositions du présent CCAP prévalent.